

# Des élections à haut risque reportées de sept jours au Congo

- A trois jours de l'échéance prévue depuis deux ans, la Commission électorale congolaise a dû annoncer un report d'une semaine.
- En cause, notamment, des problèmes techniques et d'acheminement du matériel.
- A Kinshasa, la tension est palpable.

Depuis des semaines, les avertissements se multipliaient assurant que, sur le simple plan technique, la Céni ne serait pas prête pour la date, devenue fétiche, du 23 décembre 2018. Rien n'y faisait : récusant autant les observateurs européens que l'assistance technique de la Monusco, Kinshasa, par la voix du président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) Corneille Nangaa, pratiquait jusqu'à l'extrême l'optimisme de la volonté.

C'est finalement le pessimisme de l'intelligence, et surtout les impitoyables contraintes de la logistique, qui l'ont emporté : devant la presse, face à l'opinion nationale et internationale, Corneille Nangaa a dû annoncer que les élections censées désigner un successeur à Joseph Kabila (hors mandat depuis deux ans) devaient être reportées de sept jours et avaient donc été fixées au 30 décembre.

## Indispensable papier

Les raisons invoquées sont essentiellement techniques : le 13 décembre dernier, un incendie criminel a détruit un entrepôt de la Céni à Kinshasa et une bonne partie du matériel électoral dont 8.000 machines à voter destinées à la capitale, une métropole de huit millions d'habitants, a été la proie des flammes.

D'après M. Nangaa, la Céni avait pensé pouvoir utiliser les stocks de réserve, des machines déjà déposées en province et qui auraient pu être rapatriées vers la capitale. Mais cela ne suffisait pas : il manquait aussi le papier des bulletins de vote, et un nouveau stock dut être commandé en catastrophe en Corée du Sud. Rappelons en effet que la « machine à voter », si décriée, est d'abord une imprimante : les électeurs choisissent le candidat de leur choix sur un écran tactile et ils déposent ensuite dans l'urne le bulletin qui porte le visage de leur préféré. C'est ce vote manuel qui est pris en compte lors du dépouillement. Si le papier vient à manquer, les opérations ne peuvent avoir lieu.

A première vue, il s'agit là d'un cas de force majeure et les raisons avancées par la Céni auraient pu être acceptées tant par les partis politiques que par l'opinion publique si, dès le départ, la confiance avait régné. On est loin du compte. La campagne électorale d'un mois s'est déroulée dans une atmosphère tendue, marquée par des incidents violents et une dizaine de morts, par des brimades à

l'égard des candidats de l'opposition et surtout de Martin Fayulu, le candidat de la coalition Lamuka qui a suscité un engouement auquel nul ne s'attendait et qui, à la veille de

l'annonce du report, a été empêché de tenir son dernier meeting à Kinshasa.

## Occidentaux à l'écart

De plus, les témoins occidentaux ont été tenus à l'écart, qu'il s'agisse des observateurs de l'Union européenne jugés partiaux dès le départ ou des difficultés rencontrées par certains journalistes, peut-être en guise de rétorsion aux sanctions infligées par l'Union européenne à certains responsables du régime, parmi lesquels le dauphin du président Kabila, Shadary Ramazani : une mesure qui a été considérée comme une ingérence dans la campagne.

Le manque de confiance, voire le scepticisme de la population, a été nourri aussi par le fait que les élections auraient dû avoir lieu en 2016... C'est l'accord dit de la Saint-Sylvestre, conclu in extremis grâce à la médiation des évêques congolais, qui avait rendu possible un délai supplémentaire de deux ans. Au terme de ce « bonus », d'aucuns doutent encore de la volonté du président Kabila de réellement céder le pouvoir. Et même s'il ne s'agit que de sept jours, le nouveau report actuel ne fait que renforcer les doutes et exacerber l'opinion.

Pour des « impératifs sécuritaires », le gouverneur de la ville de Kinshasa André Kimbu-

ta a d'ailleurs suspendu la campagne dans la capitale. Le Congo se dirige donc vers une

curieuse période de veille, qui verra les candidats rentrer chez eux sans plus pouvoir réunir les foules et défendre leur programme. Cette mesure d'apaisement est accompagnée d'autres dispositions : des militaires ont été acheminés vers Kinshasa afin de relayer la police en cas de troubles.

## « Trop, c'est trop... »

Relayé par l'Agence France Presse (AFP), le cri d'un étudiant en droit, Yannick Sadisa, traduit sans doute l'exaspération de beaucoup de Kinois : « Kabila n'a pas l'intention de quitter le pouvoir, s'est-il écrit. Aujourd'hui, même si on lui donne sept jours supplémentaires, cela ne va pas suffire... Trop, c'est trop... » Auprès du siège de l'UDPS - le parti de Félix Tshisekedi -, des grenades de gaz lacrymogène ont été tirées pour calmer une foule qui manifestait son mécontentement.

Quant aux états-majors des partis politiques, ils se réuniront dans les heures qui viennent et ils signifieront alors au président de la Céni si, faute de leur confiance, il pourra au moins compter sur leur résignation. Corneille Nangaa, quant à lui, a conclu sa conférence de presse en déclarant qu'à l'issue du scrutin, le 30 décembre prochain, les résultats seraient proclamés le plus rapidement possible... L'année 2019 commencera sur les chapeaux de roue. ■

COLETTE BRAECKMAN

# réactions La capitale plongée dans la psychose

REPORTAGE

KINSHASA

DE NOTRE CORRESPONDANT

Les Congolais n'iront pas voter dimanche comme ils avaient prévu de le faire de longue date. Au cours d'une conférence de presse diffusée en direct par la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC) et suivie par des milliers de Kinois, c'est le président de la Céni qui a confirmé la rumeur qui courait depuis mercredi. Répandue quelques heures plus tôt par les médias étrangers et les réseaux sociaux, la nouvelle a semé la psychose dans les quartiers de la capitale. A l'Université de Kinshasa, les étudiants sont descendus dans la rue. Le centre-ville était quasi désert au moment de l'annonce, les travailleurs ayant préféré rentrer plus tôt chez eux au cas où...

## « Je m'y attendais »

Accroché à son volant, Patient Bola conduit son taxi avec prudence en ce début d'après-midi, les oreilles rivées sur les informations diffusées par la radio Top Congo. Attentif aux informations relayées en boucle, il apprend, comme ses passagers, que les élections n'auront pas lieu dimanche. Posé, il hausse les épaules et jette un regard interrogateur sur un de ses clients qui commente l'actualité avec beaucoup de passion.

« Je m'attendais au report. A voir tous les incidents et scènes de violence enregistrés pendant ces quatre semaines de campagne électorale, c'était prévisible que le scrut

in allait être reporté. Il vaut mieux voter dans la quiétude que s'embourber dans des élections qui tourneraient au désastre », vocifère le passager, prenant à témoin d'autres clients du taxi.

« Moi aussi, je savais que les élections allaient être reportées, vu le contexte tendu du moment. Mais je ne sais pas encore pour combien de temps ! La radio annonce que les proches d'Emmanuel Ramazani Shadary, le candidat désigné par le président Joseph Kabila, ne veulent pas que le délai soit trop allongé, ne devant pas dépasser une semaine. D'autres candidats à la présidentielle, par contre, manifestent le vœu de voir le vote repoussé à une semaine, voire plus. A vrai dire, ils veulent tous négocier pour entrer dans un gouvernement d'union nationale qui serait censé intégrer toutes les sensibilités politiques et s'engager dans une énième transition qui devrait organiser les élections dans un climat apaisé », lâche un autre passager, beaucoup plus engagé.

Entre l'heure prévue de l'annonce (15 heures) et l'annonce officielle, il a fallu plus de 2 h 30 d'at-

tente. Dans les bureaux, les échoppes et dans la rue, tous les Kinois avaient les yeux et les oreilles rivés sur leurs smartphones et leurs radios.

## Tensions à l'université

L'annonce du report n'a toutefois pas été accueillie de la même manière dans les différents lieux de la capitale. Les tensions

ont commencé à monter à l'Université de Kinshasa où des étudiants ont bruyamment manifesté leur mécontentement, avant de dévaler les rues des environs, fredonnant des chansons hostiles au pouvoir. La panique s'est aussitôt installée dans les quartiers alentour. Notamment à Mbanza-Lemba et à Righini, de même que dans la commune de Kisenso.

A Limete, la tension est montée au siège de l'UDPS, le parti de Félix Tshisekedi, où la nouvelle n'a pas été bien digérée. Des coups de feu ont retenti aux environs de 16 h, provoquant des scènes de panique avant que le calme revienne.

« Au centre-ville, les bureaux ont vite fermé leurs portes. On nous a demandé de rentrer au plus vite chez nous », explique au téléphone le pasteur René Mwinyi qui, un mois plus tôt, avait demandé le report des élections. ■

YVES KALIKAT

## ENTRETIEN

### « Nangaa doit démissionner »

A l'instar de ses compatriotes, Jean-Pierre Bemba a suivi avec attention le report des élections. « Ma première réaction, dit-il, est la déception. Mais je suis aussi frappé par l'incompétence de la Céni. Nangaa a menti au peuple... Lorsque nous, les leaders de l'opposition, avons demandé à le rencontrer, il a refusé et assuré, contre vents et marées, qu'il tiendrait les délais. » Avez-vous été surpris par les retards du processus ?

Nous avons vu arriver les problèmes. Nous avons d'ailleurs communiqué nos objections à propos de la machine à voter/à tricher, souligné la réalité des 6 millions d'électeurs fictifs. Nous savions aussi que la Céni ne serait pas prête. L'arrogance de M. Nangaa s'explique aussi par le fait qu'il travaille avec une équipe restreinte sans partager les décisions ou les informations. C'est pourquoi je réclame sa démission : il faut que les élections soient organisées par quelqu'un de compétent et surtout de crédible. L'incendie du dépôt de Kinshasa... Mais il s'agit d'une machination ! Ce qui a brûlé, ce sont de vieilles carcasses de véhicules. On n'a pas trouvé dans les

décombres le moindre squelette d'un ordinateur calciné. Par contre, dans la nuit, on a vu des militaires de la garde présidentielle s'approcher de l'entrepôt, soi-disant parce qu'ils préparaient une visite du président. Tout le monde croit que c'est eux qui ont mis le feu. Comment expliquez-vous le succès Fayulu ? Tout simplement parce que Moïse Katumbi et moi-même avons mis tous nos moyens à sa disposition, nos militants, notre popularité ! Je l'ai dit depuis le début : celui que j'ai choisi pour faire la campagne en mon nom et avec mon soutien sera le vainqueur. C'est pour cela que Fayulu a rencontré un tel accueil dans l'Équateur !

## le patron Corneille Nangaa, d'Etat-major de la

PORTRAIT

**D**urant des mois, Corneille Nangaa a dirigé la Commission électorale indépendante (Céni) avec le sang-froid d'un chef d'état-major. Cet homme de 48 ans a les épaules larges, le visage massif, impassible, une capacité de travail redoutable et durant longtemps, rien ne l'a déstabilisé. Ni le fait que la Ceni, soumise à une décision venue d'« en haut », devait se passer du soutien de la Monusco (ONU) au nom de la souveraineté et congédier les missions d'observation occidentales prêtes à apporter leur soutien critique au processus.

Mais surtout, il a fait face sans ciller aux avalanches de critiques qui pleuvaient sur la « machine à voter », cette imprimante électronique fabriquée en Corée du Sud et censée épargner des dizaines de tonnes de bulletins de vote papier. Voici quelques semaines, il nous déclarait encore, sûr de lui : « *Nos élections seront exemplaires et vous verrez que d'autres pays africains adopteront ce système, efficace, plus économique que les bulletins de vote traditionnels.* »

Ces derniers jours, il a failli avoir gain de cause : le candidat Félix Tshisekedi n'avait-il pas déclaré avec bon sens que le 23 décembre, avec ou sans machine, tout le monde irait voter ? Et surtout, Martin Fayulu, le candidat de la coalition Ensemble qui avait

posé comme préalable absolu le retrait de ces engins et vilipendé la « machine à voler », « tricher » et autres amabilités tandis que son adjoint Kamitatu invitait à les détruire, avait fini lui aussi par s'incliner, d'autant plus que les bains de foule confirmaient sa hausse dans les sondages.

Au fil des semaines, désireux de déjouer les critiques, Nangaa avait plié pour mieux avancer. Il a tenu compte des remarques formulées par les experts de la Francophonie, sollicité un audit de la Westminster Foundation et, sur son conseil, bouché les sorties Bluetooth et USB de ces machines afin de les réduire à de simples imprimantes.

Cet ancien directeur à l'Ecole de formation électorale en Afrique centrale (Efeac) se présente avant tout comme un expert en matière électorale. Au Congo, il fut un disciple de l'abbé Malu Malu, qui organisa le référendum puis les élections de 2006. En 2011, lorsque le pasteur Mulumba, proche du président, avait organisé des élections dispendieuses et contestées, Nangaa, très opportunément, s'était trouvé hors du pays. Il travaillait alors pour la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (Ifes) au Niger et en Côte d'Ivoire, puis avait été envoyé comme consultant dans plusieurs pays d'Afrique.

**Paratonnerre**

Issu de la société civile, protestant, diplômé en sciences économiques, Corneille Nangaa a pour ambition d'être reconnu par ses pairs comme l'un des meilleurs spécialistes en matière électorale... Car réussir des élections dans un pays aussi vaste et complexe que le Congo vaut tous les titres de gloire.

Mais cet homme est aussi un nationaliste congolais, désireux de démentir le scepticisme des Occidentaux. Son timing quasi militaire, audacieux sinon intenable, a fini par être perturbé par le mystérieux incendie dans un dépôt de la Ceni à Kinshasa, qui a mis hors service 8.000 machines il y a une semaine. Aujourd'hui le chef d'état-major s'est vu obligé de différer la bataille des élections et faire office plus que jamais de paratonnerre, cible de toutes les foudres. ■

C.B.